



Force Ouvrière Enseignement Supérieur et Recherche

FNEC FP-FO, 6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex

SNPREES-FO

Tél. : 01 56 93 22 88 - snprees@fo-snprees.fr
www.snpreesfo.fr

SupAutonome-FO

Tél. : 01 56 93 22 50 - accueil@supautonome.com
www.supautonome.com

A l'occasion des 80 ans du CNRS, et quelques semaines après avoir publié l'ordonnance sur les regroupements et fusions d'établissements universitaires, le premier ministre annonce la mise en chantier d'une loi de Programmation pluriannuelle de la Recherche. Avec un "débat" préalable sur les CHOIX qui aurait pour but de définir les missions, les thématiques, les postes statutaires, les sites ... qui devraient être ABANDONNÉS !

Une Loi de Programmation de la Recherche qui peine à masquer :

**un plan de désertification de la recherche publique,
un pilotage étroit des thématiques de recherche,
sous la coupe d'intérêts locaux ... au détriment des droits des personnels.**

Fidèle à sa méthode de "gouvernance bavarde et verticale", le premier ministre ordonne aux scientifiques de participer au Grand débat national :

Il serait, Mesdames et Messieurs, mortifère, et probablement criminel, pour la démocratie que les scientifiques ne participent pas à ce débat, qu'ils n'apportent pas leur contribution, leur capacité à mettre en perspective, leurs avis dans ce grand débat national

Une politique d'austérité marquée par le recul constant des moyens et de l'emploi scientifique :

Je ne crois pas que nous puissions nous contenter du statu quo, et je compte sur vous d'abord pour faire des choix. Nous devons faire des choix et décider ce qui est le plus important. Ce sur quoi nous devons mobiliser nos moyens, ce qui justifie que nous transformions des habitudes pour véritablement consacrer notre intelligence, nos moyens et nos perspectives à ce qui est le plus important.

Avec le débat annoncé, préparatoire à la loi, les chercheurs devraient se faire hara-kiri :

Ces choix, il vous revient de les définir, de les formuler, de les éclairer. Les choix en faveur de l'excellence de la recherche, qui peuvent être des petits choix du quotidien, les choix ensuite de miser sur certaines problématiques scientifiques émergentes, pourquoi pas. Nous avons besoin que vous vous prononciez sur ce sujet.

Malgré l'échec de l'ANR, renforcement des financements sur projets, au détriment du soutien récurrent :

Je compte aussi sur vous pour nous aider à construire les nouveaux modèles de financement compétitifs, notamment avec l'Agence Nationale de la Recherche et en lien avec l'échelle européenne, pour mieux prendre en compte les frais de fonctionnement des structures de recherche, parce qu'il est contreproductif que vous consacriez autant de temps et d'énergie à chercher des financements.

Nouvelle attaque contre le statut de chercheur à temps plein et l'indépendance des enseignants-chercheurs :

En réfléchissant sur les questions relatives aux rémunérations, expérimentons les parcours mixtes et innovants entre l'université, l'organisme de recherche entre le laboratoire et l'entreprise. Essayons de mieux connaître l'implication de chacun dans l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.

Que répond le premier ministre aux jeunes chercheurs qui refusent d'être une génération sacrifiée (-50 postes au concours CNRS, recul des postes de Maîtres de Conférences, précarité accrue avec le "contrat de projet") ?

Enfin accordons une attention particulière au début de carrière. Ne coupons pas les ailes à nos jeunes talents (sic).

Avec ces grandes orientations d'une future loi de programmation de la recherche, avec l'article 41 de la loi PACTE qui lève des obstacles aux mélanges public-privé, le premier ministre tourne le dos aux revendications.

FO ESR réaffirme l'exigence de suppression de l'ANR, d'affectation de budgets suffisants (crédits de recherche et crédits pour les postes, les salaires) pour toutes les missions des établissements de l'ESR.

FO ESR réaffirme que la liberté de recherche exige d'en finir avec cette part écrasante de financement sur projet, qu'il faut en finir avec le chantage aux financements pour imposer la restructuration des établissements au prétexte de l'excellence et de la visibilité.

TOUS ENSEMBLE pour GAGNER le 19 MARS : le gouvernement doit répondre aux revendications !

Montreuil, le 25 février 2019